



Scan to know paper details and  
author's profile

# Antenor Patiño and James Goldsmith: Two Tycoons in the Pacific Coast of Mexico

*Dr. Carlos Tello Diaz*

## ABSTRACT

The history of the coast of Colima and Jalisco, in Mexico, has been determined to a large extent by a series of accidents, among which the most important is the big investment that the Bolivian millionaire Antenor Patiño had to make in Mexico, in order to justify his conjugal address there, which was necessary to obtain his divorce from his first wife. Patiño financed the international airport of Playa de Oro, which still services that part of Colima and Jalisco, and attracted the man who fashioned the coast through his interest in conservation, the husband of his younger daughter, James Goldsmith.

**Keywords:** mexico/ international law/ foreign investment/ trusts/ tourism/ conservation.

**Classification:** LCC Code: F1219.1.C69

**Language:** English



Great Britain  
Journals Press

LJP Copyright ID: 573353  
Print ISSN: 2515-5785  
Online ISSN: 2515-5792

London Journal of Research in Humanities and Social Sciences

Volume 23 | Issue 17 | Compilation 1.0





# Antenor Patiño and James Goldsmith: Two Tycoons in the Pacific Coast of Mexico

Antenor Patiño et James Goldsmith: Deux magnats étrangers dans la côte Pacifique du Mexique

Dr. Carlos Tello Diaz

## ABSTRACT

*The history of the coast of Colima and Jalisco, in Mexico, has been determined to a large extent by a series of accidents, among which the most important is the big investment that the Bolivian millionaire Antenor Patiño had to make in Mexico, in order to justify his conjugal address there, which was necessary to obtain his divorce from his first wife. Patiño financed the international airport of Playa de Oro, which still services that part of Colima and Jalisco, and attracted the man who fashioned the coast through his interest in conservation, the husband of his younger daughter, James Goldsmith.*

**Keywords:** mexico/ international law/ foreign investment/ trusts/ tourism/ conservation.

## RÉSUMÉ

*L'histoire de la côte de Colima et Jalisco, au Mexique, a été déterminée par un ensemble de facteurs liés au hasard, parmi lesquels l'investissement millionnaire que le bolivien Antenor Patiño a dû faire afin de justifier son domicile conjugal au Mexique, pour obtenir le divorce d'avec sa première épouse. C'est en effet Patiño qui a financé la construction de l'aéroport de Playa de Oro, qui encore dessert la côte de Colima et Jalisco, et a aimanté l'homme qui a façonné, avec sa passion pour l'environnement, cette partie de la côte du Pacifique: le mari de sa fille, James Goldsmith.*

**Mots clés:** le mexique / droit international privé / investissement étranger/ fidéicommis / développement touristique / conservation écologique.

## I. INTRODUCTION

Dans son livre, *La terre et l'évolution humaine*, Lucien Febvre prévient contre ce qu'il appelle la thèse déterministe de l'histoire: « le vieux danger, la vieille erreur de croire à l'influence directe, immédiate, brutale du *climat* sur l'homme ».<sup>1</sup> Pour lui, la géographie, le climat, les régions naturelles étaient au contraire « de simples ensembles de possibilités pour les sociétés humaines qui les utilisent, mais ne sont point déterminés par elles ».<sup>2</sup> Deux types de visions coexistaient, opposés et antagoniques vis-à-vis de la thèse qui fondait l'histoire sur la terre. Michelet était pour: « sans une base géographique, le peuple, l'acteur historique semble marcher en l'air, comme dans ces peintures chinoises où le sol manque ».<sup>3</sup> Buffon, lui, était contre: « les animaux sont, à beaucoup d'égards, des productions de la terre; l'homme est en tout l'ouvrage du ciel ».<sup>4</sup> Febvre se trouvait du côté de Buffon.

L'histoire de la côte de Jalisco est affectée par la tension décrite par Febvre. Cette partie de la côte du Pacifique est presque inhabitée pendant des siècles, à cause de la stérilité de son sol, la sécheresse de son climat et en général le caractère peu accessible du territoire. L'histoire a été déterminée par la géographie. Puis sont apparues

<sup>1</sup> Lucien Febvre, *La terre et l'évolution humaine: introduction géographique à l'histoire*, La Renaissance du Livre, Paris, 1922, p.146.

<sup>2</sup> Lucien Febvre, *La terre et l'évolution humaine: introduction géographique à l'histoire*, La Renaissance du Livre, Paris, 1922, p.204.

<sup>3</sup> Lucien Febvre, *La terre et l'évolution humaine: introduction géographique à l'histoire*, La Renaissance du Livre, Paris, 1922, p.12.

<sup>4</sup> Lucien Febvre, *La terre et l'évolution humaine: introduction géographique à l'histoire*, La Renaissance du Livre, Paris, 1922, p.10.

deux activités caractéristiques de la fin du XXe siècle, attirées toutes deux par un paysage à peine perturbé par l'homme: la conservation écologique et le développement touristique. Pendant la dispute pour l'appropriation du territoire, celles-ci ont entraîné des possibilités de paysages complètement différentes. La géographie a été déterminée par l'histoire.

## II. L'ARRIVÉE D'ANTENOR PATIÑO AU MEXIQUE

L'histoire de la côte de Jalisco, surtout celle de la région de Cuixmala et Quémaro, est intimement liée à celle d'un homme né dans les Andes à la fin du XIXe siècle: don Antenor Patiño. Il a été l'un des hommes les plus riches du monde, héritier d'une fortune légendaire en Bolivie, où sa famille a fomenté des coups d'Etat contre les plus hauts dignitaires du pays et a financé la longue et sanglante guerre du Chaco contre les armées du Paraguay. Le fondateur de la fortune était son père, Simón Patiño, un *cholo*, personne d'ascendance à la fois espagnole et amérindienne, originaire de Karasa, qui parlait quechua et espagnol, contemporain et congénère de Carlos Aramayo et de Mauricio Hochschild. Avec eux, Simón Patiño parvient à contrôler toutes les mines d'étain de Bolivie. Plus tard, Patiño achète les mines de l'Asie du sud-est, en Thaïlande et en Malaisie; cela lui a permis pendant plusieurs dizaines d'années de contrôler le marché de l'étain dans le monde, à une époque où la demande du marché en pièces automobiles et boîtes de conserves ne cessait de croître en Europe et en Amérique du Nord. Les revenus personnels de Patiño étaient supérieurs à ceux du gouvernement de Bolivie.

A l'âge de 87 ans, Simón Patiño décède à l'Hôtel Plaza de Buenos Aires, le 20 avril 1947. Son fils Antenor hérite alors d'une des plus grandes fortunes du monde: « 200 millions de dollars », selon un journaliste financier du *Sunday Times*.<sup>5</sup> Il occupait, à l'époque, selon un de ses biographes,

<sup>5</sup> Ivan Fallon, *Billionaire: The Life and Times of Sir James Goldsmith*, Arrow Books, Londres, 1992, p.87. Fallon, le biographe du genre de don Antenor, le financier James Goldsmith, est un journaliste spécialisé sur la question de la fortune de Patiño.

« la cinquième ou sixième place dans le classement des millionnaires du monde ».<sup>6</sup> Il était en tout cas, affirme une autre source, « un des hommes les plus riches du monde ».<sup>7</sup> La Révolution de 1952 a nationalisé les mines d'étain qui assuraient sa richesse en Bolivie, mais à cette époque il était déjà le président de Thailand Tin Mines et British American Tin Mines. Il a été diplomate à Madrid, à Paris et à Londres, et plus tard à Mexico, où il n'occupait cependant plus le poste de ministre de Bolivie: il s'y trouvait pour des raisons très particulières.

En 1931, Antenor Patiño avait épousé, sous le régime de la séparation de biens, María Cristina de Borbón y Bosch-Labrus, membre de la famille royale d'Espagne. Antenor était âgé à l'époque de trente-cinq ans: il était né en 1896 à Oruro en Bolivie, fils de Simón Patiño, qui était appelé le Roi de l'Etain. De son côté, María Cristina n'avait que dix-sept ans: elle était née en 1913, fille du duc de Durcal (lui-même cousin du roi Alphonse XIII) qui était un homme de haut lignage, mais dépourvu d'argent. « Il émettait des chèques sans fonds, ne payait pas ses dettes, c'était la brebis galeuse de la famille », rapporte une personne qui l'a bien connu.<sup>8</sup> Cependant il nourrissait l'espoir de faire fortune en mariant avantageusement sa fille, qui était mineure quand elle a épousé Patiño. Le dénouement de ce mariage de convenance s'est révélé être un désastre. Il nourrirait les épisodes les plus célèbres de l'histoire du droit international privé et illustrerait à la perfection le problème du conflit des juridictions et des lois. Un livre de droit publié en France le mentionne en ces termes: « Un Bolivien épouse à Madrid une Espagnole. Celle-ci devient Bolivienne par mariage; le couple vit, tantôt aux Etats-Unis, tantôt en France. Après plusieurs années de

<sup>6</sup> Augusto Céspedes, *Metal del diablo*, Casa de las Américas, La Havane, 1965, p.4. Céspedes ne semble pas être un auteur qui fait confiance et la maison qui a édité son livre non plus, car elle était consacrée à la cause de la Révolution Cubaine. Mais la citation illustre le caractère légendaire de la fortune de Patiño. Elle est appuyée, en tout cas, par un autre auteur: « Sa fortune n'était égalée que par quelques familles : les Getty, les Hunt et, peut-être, les Rothschild » (Geoffrey Wansell, *Tycoon: The Life of James Goldsmith*, Grafton Books, Londres, 1987, p.64).

<sup>7</sup> *Time*, 25 janvier 1960.

<sup>8</sup> Entretien avec Luis de Rivera, Careyes, 2 novembre 2005.

mariage, l'époux demande le divorce en France; il est débouté. Il le demande alors et l'obtient, à son profit, au Mexique. Enfin, la femme demande la séparation de corps en France ».<sup>9</sup> Quelle sera, en effet, la compétence des tribunaux mexicains et français en matière de litiges internationaux? Et quel effet auront les jugements émis à l'étranger au Mexique et en France?

Au début des années quarante, à New York, où le couple résidait à cause de la guerre en Europe, María Cristina de Borbón entame un procès pour abandon contre Antenor Patiño, lequel se conclut par un accord de réconciliation, qui comprenait une série de pensions en faveur de l'épouse, payables à Manhattan. Les montants des pensions étaient exorbitants. María Cristina a reçu de Patiño la somme d'un demi-million de dollars, pour consentir à se réconcilier avec lui, en juillet 1944, ainsi que la promesse de toucher un autre demi-million sept ans plus tard, en 1951. Cependant le mariage était voué à l'échec. A la fin de la guerre, Patiño est retourné sans sa femme à Paris, il a exigé qu'elle l'y rejoigne à travers le Tribunal Civil de la Seine. Mais elle n'est jamais rentrée à Paris, car elle disait qu'elle avait des procès en cours auprès des tribunaux de New York. Antenor, à la grande honte et désolation de sa mère, doña Albina Rodríguez, femme très catholique, a demandé le divorce en France. Le procès allait durer plus de vingt ans, au début entrepris entre les cours de Paris, Madrid, La Paz et New York. Mais les années ont passé et ce divorce semblait toujours impossible.

Dix ans plus tard, n'ayant aucun résultat en vue, Antenor Patiño arrive au Mexique. Pourquoi au Mexique? Certains pensaient que peut-être le Mexique, qui n'entretenait aucune relation avec le régime du général Francisco Franco et reconnaissait la légitimité du gouvernement de la République Espagnole en exil, se trouverait en

mesure d'aider un homme marié en Espagne sous les lois de la République. D'autres remarquaient que le Mexique était à l'époque, un pays dans lequel il était facile et rapide d'obtenir un divorce, où les acteurs d'Hollywood, entre autres, recourraient. Le président Adolfo Ruiz Cortines, en tout cas, mis au courant de ses tribulations, a offert à Patiño son appui pour résoudre le litige du divorce... à condition qu'il investisse généreusement au Mexique. Antenor Patiño, malgré son passeport diplomatique, a établi son domicile conjugal à México. En 1956, il y entreprend la construction de l'Hôtel María Isabel, immeuble élégant, situé dans le quartier le plus exclusif du Paseo de la Reforma, et dix ans plus tard, à ce même endroit, il déciderait la construction de son œuvre la plus spectaculaire: l'Hôtel Las Hadas, sur la côte du Pacifique.

Antenor Patiño, en 1956, venait de demander la séparation à son épouse, María Cristina de Borbón, devant le Tribunal Civil numéro 7 de México. Les tribunaux, au moment où ils acceptaient sa demande, semblaient ignorer que le mariage avait été célébré à Madrid entre un Bolivien et une Espagnole, dont le domicile conjugal était situé à Paris et à New York et dont les jugements de divorce étaient en litige dans les cours d'Amérique et d'Europe. « Il s'agit d'une erreur majuscule, n'est-ce pas? », écrit un ami à celui qui serait plus tard président du Mexique, Miguel de la Madrid, alors jeune membre du barreau de México.<sup>10</sup> Peu de temps après, cependant, un juge émet son verdict en faveur de Patiño, qui avait invoqué, comme cause de

<sup>9</sup> Pierre Mayer, *Droit International Privé*, Editions Montchrestien, Paris, 1977, p.169. Le texte commence avec ces mots: "Mieux qu'une définition, un exemple emprunté à la jurisprudence française (il s'agit de l'affaire Patiño) donnera une idée des problèmes que doit résoudre le droit international privé... Ce problème de choix d'une loi constitue le cœur du droit international privé, et est désigné sous le nom de problème du conflit de lois" (*ibid*).

<sup>10</sup> Jorge Aurelio Carrillo, "El caso Patiño-Borbón ante el derecho internacional privado", *El Foro*, avril-juin 1961. Les disputes motivées par l'argent étaient fréquentes chez les Patiño. C'est ainsi que le *New York Herald Tribune* (16 janvier 1943) annonçait que Simón Patiño et sa femme Albina Rodríguez avaient perdu devant la Cour Suprême des Etats-Unis, un procès qu'ils avaient intenté contre Mademoiselle Alice Appiato, femme de chambre de Madame Patiño. Ils ont été obligés de lui verser 6 000 dollars d'indemnisation, à New York après avoir eu avec elle une altercation,. En mai 1941 elle leur avait annoncé qu'elle ne voulait plus travailler pour eux parce que lors d'un voyage au Panama, Madame Patiño ne lui donnait qu'1,5 dollar par jour pour manger, ce qui était insuffisant, parce que selon elle là-bas tout était très cher. Les Patiño l'ont accusée de la disparition d'une montre et lui ont confisqué sa valise. Elle a menacé d'appeler la police.

divorce, *l'abandon du domicile conjugal*, ce qui donc justifiait l'intervention des cours mexicaines. « La règle d'exception, puisqu'il s'agissait d'un jugement de divorce pour abandon du domicile conjugal, précisait la sentence donnée par les cours mexicaines, est de considérer compétent en la matière le juge correspondant au domicile du conjoint abandonné ».<sup>11</sup> Le domicile de Patiño se trouvait au Mexique, là où, comme le spécifiait le rapport de la cour, il possédait « des investissements considérables ».<sup>12</sup> Et le domicile de Patiño était désormais au Mexique.

On pouvait alors penser qu'Antenor obtiendrait ce divorce qu'il espérait tant, au Mexique. C'est alors que María Cristina de Borbón écrit, le 3 février 1957, depuis Davos en Suisse, où elle se trouvait en vacances, un long et inquiet câble au président Ruiz Cortines. « Excellentissime Monsieur le président, écrit-elle, je me permets de vous envoyer ce câble pour m'en remettre à votre esprit de justice internationalement reconnu et vous demander, au nom de tout ce que Votre Excellence accomplit pour maintenir l'intégrité de la loi mexicaine, d'avoir la bonté de vous incliner pour l'accomplissement impartial de cette loi mexicaine, sans indulgence quant à la compétence des tribunaux du Mexique, en rapport à la demande de divorce déposée par mon mari Antenor Patiño, contre qui il y a en cours, à México, une enquête pénale pour falsification de dates, documents et preuves produits pour la demande de divorce dans cette capitale. Jusqu'à maintenant, contre toute attente de mon avocat, Maître Antonio Correa, les salles 7e et 3e du tribunal civil et plus récemment le juge du district se sont prononcés en faveur de mon mari, alors que celui-ci n'avait pas respecté, en aucune manière, les conditions de domicile exigées par la loi mexicaine, pour être en mesure d'introduire une demande de divorce dans cette capitale ».<sup>13</sup> La révision du cas allait avoir lieu prochainement, le

<sup>11</sup> Cité par Jorge Aurelio Carrillo, “El caso Patiño-Borbón ante el derecho internacional privado”, *El Foro*, abril-junio de 1961.

<sup>12</sup> Jorge Aurelio Carrillo, “El caso Patiño-Borbón ante el derecho internacional privado”, *El Foro*, avril-juin 1961.

<sup>13</sup> Télégramme de María Cristina de Borbón à Adolfo Ruiz Cortines, Davos, 3 février 1957 (Archives Générales de la Nation, Galería 3, Caja 536, ARC 444.3/72).

9 février, à México. María Cristina ne pourrait pas voyager, ni en avait l'envie, alors c'est son avocat qui l'a convaincue d'écrire au président de la République. « Le tribunal désigné a fixé la date de la révision du dossier pour le 9 prochain, explique-t-elle dans le câble, c'est pourquoi je m'en remets à Votre Excellence afin que s'accomplisse la justice mexicaine pour la protection de ma fille et de mes petites-filles, pour qui je lutte depuis quinze ans, seule, mais jusqu'à maintenant avec succès contre la puissance internationale de Patiño. Mais le très bref délai accordé par le tribunal requis pour la révision de cette cause qui affecte profondément ma longue lutte, m'empêche de me rendre à México et de m'adresser personnellement à Votre Excellence de façon protocolaire. Je me dirige donc à vous sous cette forme, en suppliant de tout cœur que vous pardonniez à la mère que je suis et que vous acceptiez mes salutations les plus respectueuses. Cristina de Borbón de Patiño ».<sup>14</sup>

Patiño avait tenu parole, il avait commencé à faire d'importants investissements dans le pays de sa résidence, le Mexique. Ruiz Cortines, lui, avait respecté sa promesse: l'aider à obtenir son divorce. Cela lui était facile. Il n'y avait pas à l'époque de réelle division entre les pouvoirs au Mexique: le pouvoir législatif et le pouvoir judiciaire suivaient les instructions données par le pouvoir exécutif. C'est ainsi qu'en novembre 1958, un tribunal mexicain entérine le divorce d'Antenor et María Cristina. C'est de France qu'est venue sa réaction, où la justice a annulé, ou du moins a cherché à annuler, la décision prise à México. La nouvelle est arrivée très vite. « Annulation à Paris du divorce de Patiño », titre le 2 juillet 1959 le journal *Excelsior*. Le journal mexicain précise que « la première Cour d'Appel de Paris a prononcé hier plusieurs mandats judiciaires en relation aux difficultés du très riche industriel Antenor Patiño avec son épouse, María Cristina de Borbón. Le premier de ces mandats affirme que le tribunal de México n'est pas compétent pour décider, comme il l'a fait en novembre dernier, du divorce des époux, puisque

<sup>14</sup> Télégramme de María Cristina de Borbón à Adolfo Ruiz Cortines, Davos, 3 février 1957 (Archives Générales de la Nation, Galería 3, Caja 536, ARC 444.3/72).

d'une part ils sont de nationalité bolivienne et que d'autre part le mariage a été célébré à Madrid et que l'Espagne ne reconnaît pas le divorce. Le tribunal de Paris, lui, se déclare compétent, parce que les intéressés résident dans cette ville ».<sup>15</sup> La décision du tribunal était surprenante, car elle soutenait totalement la cause de María Cristina. « De plus, ajoutait l'*Excelsior*, elle a annulé le contrat de mariage signé en 1931, qui peu de temps avant la noce prévoyait la séparation des biens, puisque la mariée était à l'époque mineure et n'était pas accompagnée de son tuteur légal quand le contrat a été souscrit. Le régime applicable est donc celui de la communauté réduite aux acquêts, régime légal en vigueur en Bolivie. Les rentes perçues après 1931 par l'un des deux époux devenaient patrimoine commun ».<sup>16</sup>

Ce fut une victoire pour María Cristina de Borbón, mais une victoire en France, non au Mexique. Cinq mois plus tard, en décembre 1959, María Cristina perd la sentence numéro 7803/58 au Mexique. C'est ainsi qu'Antenor a pu poursuivre ses plans: il a épousé la femme qui était sa compagne depuis la fin des années quarante, l'Espagnole Beatriz de Rivera. Le mariage a été célébré le 8 janvier 1960 à Londres. « Chacun se mariant en secondes noces », comme l'a annoncé le magazine *Time*.<sup>17</sup> Cependant l'histoire ne s'est pas achevée par ce mariage. María Cristina a accusé Patiño de « vivre en concubinage dans le domicile conjugal » et a entrepris une nouvelle joute légale devant les tribunaux de Paris.<sup>18</sup> Mais ces victoires remportées par María Cristina, à la fin, ont été vaines car la chance était du côté d'Antenor, dans le pays de sa résidence et où il avait investi son argent: au Mexique. Le mariage Patiño-Borbón, en effet, a été dissous en 1966, sans que les tribunaux de Paris ne puissent intervenir.

### III. LE PORT DE MANZANILLO ET LE DÉVELOPPEMENT DE LAS HADAS

Pendant tout le XVIIe siècle, le lieu était connu sous le nom de La Manzanilla. Ses rares habitants pêchaient des poissons et des perles dans la baie, et ils cultivaient des bananiers et des cocotiers qui poussaient dans les haciendas du littoral. Le port de Manzanillo a été ouvert au commerce avec l'étranger en 1825, mais à cause de l'opposition de San Blas, Mazatlán et Acapulco, il a été réduit à n'être qu'un port de cabotage en 1837, puis il a été définitivement fermé en 1842. L'histoire convulsive de la deuxième moitié du XIXe siècle, en revanche, a été bénéfique pour Manzanillo, car le port n'était plus contrôlé par les conservateurs pendant la guerre de Réforme (1858-1860) ni pendant la guerre d'Intervention (1862-1867). Le président Juárez y est passé en 1858 et en 1860, et le gouvernement des Etats-Unis a ouvert, à cet endroit, un consulat. Quelques voyageurs qui ont visité la zone à cette période, comme Albert Evans et John Lewis Geiger, puis par la suite Guillermo Prieto, ont laissé des témoignages sur ce qu'était à cette époque ce port de l'état de Colima. Manzanillo comptait environ 40 habitants qui vivaient de ce qu'ils gagnaient à décharger les bateaux qui accostaient, « quelque sept ou huit par an ».<sup>19</sup> Les douaniers étaient, eux, autorisés à vivre dans la capitale de l'état, très loin du port, où ils ne se rendaient que quand un bateau arrivait. Il y avait une rue principale qui courait le long de la plage et trois ou quatre voies perpendiculaires, très courtes, pavées de pierres de rivière, ainsi qu'une demi-douzaine de maisons de torchis d'un seul étage et à toit de tuiles à deux versants. « En 1864, Manzanillo n'avait même pas d'embarcadère, relate un voyageur, cependant c'est là que l'état de Colima venait s'approvisionner de même que le sud de Jalisco et une grande partie du Michoacán ».<sup>20</sup> Il est intéressant de constater qu'à cette époque Manzanillo était le pont qui connectait le monde à la côte de Jalisco. Il y avait une poignée de commerces, des entrepôts, une caserne, une

<sup>15</sup> *Excelsior*, 2 juillet 1959.

<sup>16</sup> *Excelsior*, 2 juillet 1959.

<sup>17</sup> *Time*, 25 janvier 1960.

<sup>18</sup> Ivan Fallon, *Billionaire: The Life and Times of Sir James Goldsmith*, Arrow Books, Londres, 1992, p.87.

<sup>19</sup> Graciela Alcalá Moya, *Con el agua hasta los aparejos*, Ciesas, México, 1999, p.179.

<sup>20</sup> Graciela Alcalá Moya, *Con el agua hasta los aparejos*, Ciesas, México, 1999, pp.179-180.

douane et une capitainerie. Mais le port n'avait pas cessé de croître. « A la fin du XIXe siècle, note le même voyageur, dans le village de Manzanillo vivent environ 800 familles qui dépendent, pour leur subsistance, des embarcations qui arrivent là quatre fois par mois ».<sup>21</sup> A l'aube du siècle suivant, en 1903, le phare est construit.

En 1908, il est possible de circuler par voie ferrée entre México et Manzanillo, via Guadalajara. Le 28 octobre de la même année, le premier train de la capitale arrive, avec à son bord un singulier passager, le président Porfirio Díaz. Ce fut un moment de gloire pour un petit port qui avait souffert de la guerre et qui serait dévasté peu de temps après, par la Révolution et la Guerre des *Cristeros*. En 1914, en effet, un général mexicain, pour parvenir au débarcadère des bateaux de guerre nord-américains qui bloquaient le port, a décidé, selon les mots d'un historien, d'« incendier les quais, faisant ainsi une marche arrière de trente ans sur le progrès de Manzanillo ».<sup>22</sup> Plus tard, en 1928, Manzanillo a été attaqué par une colonne de plus de mille *Cristeros* commandée par le général Lucas Cuevas. Les tragédies politiques ont atteint leur comble avec la catastrophe naturelle du 24 juin 1932, quand le village de Cuyutlán, proche d'une lagune qui porte le même nom, a été submergé par un raz-de-marée qui a entraîné des dizaines de morts quand l'Hôtel Cuyutlán s'est effondré.

Le tourisme à Manzanillo était parti de là, de la station balnéaire de Cuyutlán. Le port était déjà relativement grand et moderne. « Au début, l'activité saline avait attiré des milliers de journaliers », informe une étude. « Ensuite, quand les voies ferrées ont commencé à être tracées, en 1881, l'ouverture d'hôtels et de logements pour les travailleurs est devenue nécessaire. Ce serait le train qui pendant plusieurs dizaines d'années transporterait des milliers de

<sup>21</sup> Graciela Alcalá Moya, *Con el agua hasta los aparejos*, Cíesas, México, 1999, p.180.

<sup>22</sup> José Luis Ezquerra de la Colina (éditeur), *Historia y futuro del desarrollo turístico y portuario del litoral en Manzanillo*, Gobierno del Estado de Colima, Colima, 2006, p.60. “Le général Vigueras”, dit l'auteur, “a été trouvé à Celaya, Guanajuato, et a été soumis et exécuté à cause de ce crime commis contre la Patrie” (*ibid.*).

touristes désireux de se baigner dans la légendaire Ola Verde (vague verte) ».<sup>23</sup> La mode était aux maillots de bains noirs à cols ronds et manches courtes, ainsi que le montrent les photographies de l'époque. Elles sont révélatrices de l'ambiance qui régnait sur les plages de Manzanillo. Les touristes étaient alors assez nombreux. En 1938, peu de temps après la destruction de l'Hôtel Cuyutlán par le raz-de-marée, l'Italien Ottavio Machetto a commencé à construire l'Hôtel Playa Santiago. Par la suite, d'autres hôtels ont surgi, parmi lesquels on remarque le Colonial et le Foreign Club. Au début des années cinquante, quelques entrepreneurs tombent sous le charme des beautés de la péninsule de Santiago, connue alors sous le nom de Playa La Audiencia. Toutes ces terres faisaient partie de l'hacienda de Santiago, propriété de la famille Meilló, qui par là suite l'a vendue à la famille Bustamante, originaire de Sonora. Luis Bustamante a divisé des lots et a construit quelques fermes sur cette péninsule où, à la fin des années soixante, Antenor Patiño commencerait la construction de l'Hôtel Las Hadas.

Manzanillo a connu un essor considérable au début des années soixante. Cette bourgade avait été un port pilote du programme de la Marche vers la Mer avec le président Ruiz Cortines. Durant son mandat, le brise-lames a été prolongé, les deux jetées qui faisaient face à la mer ont été reconstruites; elles n'étaient en fait jusqu'alors que de simples remblaiements de pierres. C'est là où le magnat Antenor Patiño entreprit la construction de l'Hôtel Las Hadas, au nord de Manzanillo, dans la péninsule de Santiago. Les terres étaient très belles, quoique très abimées après le passage du cyclone qui en 1959 avait détruit Manzanillo. L'endroit avait été déclaré zone sinistrée par le président Adolfo López Mateos et le gouverneur de Colima Rodolfo Chávez. Dans la baie de Manzanillo, on pouvait d'ailleurs voir encore les épaves des navires *Anita*, *Corzo*, *Jalapa*, *Santo Tomás* et *Sinaloa*, ainsi que les ruines des anciens bâtiments des gardes-côte de l'Armée du Mexique.

<sup>23</sup> José Luis Ezquerra de la Colina (éditeur), *Historia y futuro del desarrollo turístico y portuario del litoral en Manzanillo*, Gobierno del Estado de Colima, Colima, 2006, p.73.

Antenor Patiño, par l'intermédiaire d'un prête-nom, acquiert les terrains de la péninsule de Santiago, en garantie du paiement du prêt concédé, avec l'intention de construire là des *bungalows* en association avec Bustamante, lesquels seraient administrés par son cousin Luis de Rivera. Le succès des *bungalows* encourage Patiño à financer un projet de plus grande envergure, qui démarrait en 1966 avec l'architecte et urbaniste d'origine espagnole José Luis Ezquerra. L'Hôtel Las Hadas serait effectivement une très grande oeuvre. Enorme, massif, appuyé sur des fondations de béton, il a coûté 33 millions de dollars: un désastre pour les finances de Patiño. Il serait pourtant, pendant un certain temps, une des destinations touristiques des plus exclusives et luxueuses du monde, avec son terrain de golf de 18 trous conçu par les frères Peter et Roy Dye. Il disposait aussi d'une marine pouvant accueillir 120 yachts, commandée à l'entreprise ZYS et construite par l'ingénieur Leonardo Zeevaert Wiechers, qui venait de terminer l'édification de la Tour Latinoaméricaine de México, à l'époque le bâtiment le plus haut de tout le Mexique. L'Hôtel Las Hadas, conformé par une suite interminable de maisons et d'escaliers blancs et ondulés en forme d'escargot, qui scintillaient sous la lumière du soleil, serait un lieu légendaire de la côte du Pacifique.

#### IV. L'AÉROPORT INTERNATIONAL DE PLAYA DE ORO

« Au début des années soixante-dix, écrit Graciela Alcalá Moya, une experte du thème du littoral du Pacifique au Mexique, Manzanillo a commencé à connaître une transformation économique qui se reflète très rapidement dans sa physionomie urbaine. L'extrême nord-est de la baie est devenu le siège du développement d'un méga projet touristique impulsé par la bourgeoisie industrielle de Monterrey: le projet Manzanillo-Las Hadas. Pendant ce temps, à l'extrême sud-est de la baie, le gouvernement fédéral a achevé en quelques années la construction d'une centrale thermoélectrique pour approvisionner la ville ainsi qu'une grande partie de la région en énergie... L'investissement fédéral a joué un rôle protagoniste pour la transformation de

Manzanillo. Il a d'abord investi en énergie électrique, puis dans la rénovation et la modernisation du port industriel de San Pedrito et finalement dans la réparation et construction des routes du pourtour de la baie. Plus tard, la construction de la route côtière unirait Puerto Vallarta à Manzanillo ».<sup>24</sup> C'est dans ce contexte que le gouvernement du président Luis Echeverría a appuyé la construction de l'aéroport international de Playa de Oro.

L'aéroport était dans la mire du gouvernement du Mexique depuis que, dès la moitié des années soixante, Antenor Patiño avait commencé à construire l'Hôtel Las Hadas. Il serait financé, en partie par l'argent de Patiño, le principal intéressé par l'accès par la voie des airs à son empire de la péninsule de Santiago. L'investissement serait de l'ordre de 70 millions de pesos, soit plus ou moins 6 millions de dollars de l'époque.<sup>25</sup> Le responsable de mener à bien les négociations avec le gouvernement était le neveu de la femme de Patiño, Luis de Rivera. C'est lui qui en 1971 a appris par le biais du Ministère des Travaux Publics que tous les plans étaient prêts pour démarrer les travaux au nord de Manzanillo.

« L'arrivée du multi millionnaire bolivien Antenor Patiño, se souvient un témoin de l'époque, a attiré les grands investissements qui exigeaient un bon aéroport international, pour que des avions à grande capacité puissent atterrir, d'autant plus que le Bolivien pensait à un courant de visiteurs en provenance d'Europe ».<sup>26</sup> C'est dans cette perspective que le gouverneur de Colima, Pablo Silva García, a soutenu plusieurs entretiens avec le président Echeverría. Ils étaient amis. Un aéroport pour DC-3 était déjà en activité dans l'ejido de Salagua, près de Manzanillo, mais il était entouré de collines et ne réunissait pas les conditions de sécurité exigées par les techniciens, raison pour laquelle les deux gouvernements,

<sup>24</sup> Graciela Alcalá Moya, *Con el agua hasta los aparejos*, Ciesas, México, 1999, p.180. Le groupe Alfa, en effet, a acheté l'Hôtel Las Hadas à Patiño.

<sup>25</sup> Il existe une plaque commémorative comportant ce chiffre à l'aéroport de Playa de Oro.

<sup>26</sup> Raúl Zuazo Ochoa, "Visiones personales de la Costa", José Luis Ezquerra de la Colina (éditeur), *Historia y futuro del desarrollo turístico y portuario del litoral en Manzanillo*, Gobierno del Estado de Colima, Colima, 2006, p.53.

fédéral et étatal, ont pris la décision de construire près de la mer, un aéroport, au bord du Pacifique. Le Ministère des Communications et Transports avait déjà prévu le projet depuis 1971, mais le président Echeverría n'avait pas encore donné son accord.

« Un détail curieux montre bien le pouvoir du mandataire national », se souvient avec ingénuité le témoin cité plus haut. « Quand au cours d'une visite présidentielle don Pablo a fait allusion au thème de l'aéroport international, un simple appel du président au ministre des Communications a suffi: faites-lui son aéroport, à don Pablo! Avec ces simples mots, le grand problème de Manzanillo a été résolu ».<sup>27</sup> En réalité la décision était déjà prise. Patiño allait apporter une grande partie des ressources. L'aéroport serait de fait terminé l'année même de la fin des travaux du complexe de Las Hadas à Manzanillo. L'inauguration de l'aéroport international de Playa de Oro a eu lieu en octobre 1974, quelques mois après celle de Las Hadas. Il desservirait tout le sud de la côte de Jalisco.

## V. LÉGISLATION ET SIMULATION

L'Article 27 de la Constitution du Mexique a été rédigé au début de 1917, après le triomphe de la Révolution, la première révolution sociale du XXe siècle. Le Mexique avait enduré, pendant ce mouvement, les effets d'une invasion armée sur son territoire en 1914, lorsque les *marines* ont accosté à Veracruz. La révolution et l'invasion avaient exacerbé les esprits nationalistes dans le pays. C'est le contexte historique qui explique la nature de l'Article 27 de la Constitution, lequel dans son premier paragraphe affirme de manière précise et ferme le principe suivant. « La propriété des terres et des eaux comprises entre les limites du territoire national, correspond originairement à la Nation qui a le droit d'en transmettre l'appartenance à des particuliers, en constituant des propriétés privées, et elle ajoute cet avertissement, La Nation aura en tout temps le

droit d'imposer à la propriété privée les modalités que pourrait dicter l'intérêt public ».<sup>28</sup>

La Fraction I de l'Article 27 de la Constitution était particulièrement significative pour les étrangers qui détenaient des propriétés au Mexique. Les termes en étaient les suivants: « Sur une bande de 100 kilomètres au long des frontières et de 50 au long des plages, sous aucun motif, des étrangers ne pourront acquérir de propriété directe ni sur les terres ni sur les eaux ».<sup>29</sup> La prohibition était originellement justifiée par des raisons militaires: elle constituait une réponse légale aux agressions étrangères infligées au pays au XIXe siècle et au début du XXe siècle. Cette interdiction ne privait pas complètement aux étrangers de tirer profit des plages mexicaines, mais elle leur imposait d'effectuer beaucoup de démarches qui rendaient leurs investissements moins sûrs et plus chers. Cela éliminait pratiquement tous les incentifs que pourrait présenter le fait d'investir dans le pays, à cause de la complication administrative que supposait le fait d'acquérir une propriété sur la côte.

Jusqu'à la fin des années soixante, il n'était pas possible que les étrangers soient propriétaires de manière directe de terrains situés en bordure de mer. Mais de plus, il n'y avait pas de possibilité qu'ils le soient de manière indirecte à travers des fidéicommis, comme allait le permettre plus tard, aux années soixante-dix, la *Ley para Promover la Inversión Mexicana y Regular la Inversión Extranjera* (Loi pour Promouvoir l'Investissement Mexicain et Réguler l'Investissement Etranger). Ceci signifiait que peu d'étrangers –Patiño a été une exception– avaient envie d'investir dans les plages mexicaines. La plupart ont préféré investir dans les plages d'autres pays.

Au Mexique, il n'y avait pas véritablement d'Etat de droit –je veux dire que la loi n'était pas toujours respectée, mais plutôt négociée. Cependant, il y avait un Etat d'ordre, c'est-à-dire un comportement prévisible et rationnel de la part

<sup>27</sup> Raúl Zuazo Ochoa, "Visiones personales de la Costa", José Luis Ezquerro de la Colina (éditeur), *Historia y futuro del desarrollo turístico y portuario del litoral en Manzanillo*, Gobierno del Estado de Colima, Colima, 2006, p.56.

<sup>28</sup> *Constitución Política de los Estados Unidos Mexicanos*, Chambre des Députés, México, 2005, p.14.

<sup>29</sup> *Constitución Política de los Estados Unidos Mexicanos*, Chambre des Députés, México, 2005, p.16.

du gouvernement, en accord avec un ensemble de règles non écrites mais connues de tout le monde. « Qu'est-ce que c'était que l'Etat d'ordre mexicain? », demande un chercheur. « A propos des règles, relativement claires pour les acteurs, quoique formellement ambiguës, on peut noter que celles-ci ne dépendent pas réellement du Code Pénal, du droit civil, du droit commercial, même si quelques-unes d'entre elles figuraient dans ces codes. Leur application ne dépendait pas réellement des tribunaux, dont le fonctionnement était faussé par l'autoritarisme venant d'au-dessus et de la corruption venant d'en bas. Cependant, dans la pratique, l'Etat mexicain garantissait son application par la menace du recours à la force, ou bien par le recours à la force. Les innombrables lois n'étaient pas suivies, ni non plus en grande mesure les articles de la Constitution, ni les règlements écrits, mais il existait des règles non écrites, traditions, us et coutumes, qui, eux, étaient respectés et qui, eux, étaient prévisibles ».<sup>30</sup>

L'Etat d'ordre mexicain était en vigueur depuis la fin des années quarante et il fonctionnerait encore jusqu'à la fin des années soixante-dix. C'est-à-dire, qu'il a coïncidé avec les années de gloire du *miracle mexicain*, lui-même fondé sur le *développement stabilisateur*. Il allait être sérieusement menacé, cet ordre, par le mouvement étudiant qui a éclaté pendant l'été 1968, mis à feu et à sang en octobre par le président Gustavo Díaz Ordaz, juste avant l'inauguration des Jeux Olympiques de México. Mais il existait encoré aux années soixante-dix.

Grâce aux fidéicommis, les étrangers pouvaient avoir des propriétés sur la côte et sur la frontière mexicaine, c'est-à-dire en *zone restreinte*, à partir de 1973, pendant le gouvernement du président Luis Echeverría. La *Ley para Promover la Inversión Mexicana y Regular la Inversión Extranjera*, publiée le 9 mars 1973 dans le *Diario Oficial*, consacrait un chapitre entier aux fidéicommis, le Chapitre IV. Dans ce chapitre, l'Article 18 précisait ce point: « Le Ministère des Affaires Extérieures a toutes facultés pour

<sup>30</sup> Jorge Castañeda, *Somos muchos: ideas para el mañana*, Planeta, México, 2004, p.63.

autoriser, dans chaque cas, la convenance de concéder aux institutions de crédit, des permis pour acquérir en tant que fiduciaires la propriété de biens immeubles destinés à la réalisation d'activités industrielles et touristiques sur une bande de 100 kilomètres de large au long des frontières ou dans une zone de 50 kilomètres de large au long des plages du pays, à condition que l'objet de l'acquisition soit de permettre l'utilisation et la jouissance desdits biens immeubles au fidéicommis, sans que cela constitue de droits réels sur eux ».<sup>31</sup> La législation fédérale a marqué là un grand pas en reconnaissant pour la première fois, expressément, un fait qui jusqu'alors n'était qu'une pratique bancaire quotidienne.

La *Loi d'Investissement Etranger*, telle qu'elle était connue, a permis ainsi l'acquisition de propriétés sur la côte pour le bénéfice d'étrangers par le biais d'un fidéicommis établi par une banque mexicaine. La banque (le fiduciaire) retenait les titres de la propriété acquise par l'acheteur (le déposant) en faveur du bénéficiaire du fidéicommis. La propriété en question ne faisait pas partie des biens de la banque qui de fait était le propriétaire technique du bien immeuble, mais qui avait les obligations statutaires d'obéir aux instructions du bénéficiaire relative à la propriété. Les fidéicommis étaient concédés, selon la loi de 1973, pour une période de trente ans, qui par la suite sera prolongée à cinquante ans, renouvelables sur simple demande. Ils assuraient tous les droits et priviléges de possessions au propriétaire étranger, qui pouvait vendre, louer, hypothéquer ou transférer comme héritage la propriété immobilière à n'importe quel moment.

« Ce sont des fictions juridiques absolument délirantes », constate un écrivain qui a consacré un ouvrage à réfléchir sur la simulation qui, tout en respectant la loi, était très commune dans le pays.<sup>32</sup> Elles l'étaient en effet. Mais les fidéicommis montraient aussi à quel degré, en l'absence d'un Etat de droit, fonctionnait l'Etat

<sup>31</sup> Secretaría de Gobernación, «Ley para Promover la Inversión Mexicana y Regular la Inversión Extranjera», *Diario Oficial*, 9 mars 1973.

<sup>32</sup> Jorge Castañeda, *Somos muchos: ideas para el mañana*, Planeta, México, 2004, pp.64-65.

d'ordre au Mexique. Effectivement, un engagement du gouvernement était suffisant pour permettre qu'un étranger achète un terrain, construise une maison ou un hôtel, ou compromette son capital pour plusieurs années, sans pour cela avoir en sa possession un titre de propriété comme ce qui existait normalement dans son pays d'origine. Les étrangers, tout comme les Mexicains, croyaient en l'Etat d'ordre au Mexique. Et cet Etat d'ordre, en l'absence d'un Etat de droit, était suffisant pour maintenir un niveau minimum d'investissement étranger dans le pays, malgré la rhétorique de la Révolution.

## VI. LE GENDRE DE PATIÑO

Les fidéicommis ont impulsé le tourisme à Manzanillo et aussi, plus tard, le développement et la conservation à Cuixmala, au sud de la côte de Jalisco, dans un projet où Antenor Patiño était engagé aussi. Car l'importance de Patiño dans la côte du Pacifique a été prolongé par son gendre, l'entrepreneur et financier franco-anglais James Goldsmith.

Antenor Patiño et María Cristina de Borbón avaient eu deux filles, Cristina et María Isabel, qu'ils avaient cherché à marier à la noblesse européenne. Cristina avait épousé en 1952 un prince français désargenté, Marc de Beauveau-Craon. María Isabel, elle, à l'âge de dix-huit ans, le 4 juin 1953, avait rencontré Jimmy Goldsmith à sa fête d'anniversaire, que son père a célébrée à Londres où il avait été ambassadeur de Bolivie. Son histoire d'amour durerait moins d'un an, mais elle fut riche en événements. Au mois de septembre, Jimmy annonce à Patiño son intention d'épouser sa fille, mais il se heurte aux préjugés de Patiño.<sup>33</sup> En novembre, María Isabel s'aperçoit qu'elle est enceinte. Patiño, ignorant ce fait, a insisté pour que les amoureux se séparent et même a menacé d'envoyer Goldsmith en prison pour avoir entretenu des relations avec une personne mineure, ce que la loi française

<sup>33</sup> L'anecdote est bien connue: « Nous dans notre famille, nous ne sommes pas habitués à nous marier avec des Juifs », a dit Patiño. « Nous dans la nôtre, nous ne sommes pas habitués à nous marier avec des Indiens », a répondu Goldsmith (Ivan Fallon, *Billionaire: The Life and Times of Sir James Goldsmith*, Arrow Books, Londres, 1992, p.90).

interdisait. Jimmy et María Isabel ont alors pris la fuite vers le seul endroit où il était possible de se marier sans le consentement des parents, en Ecosse. Le mariage a été célébré en janvier 1954 à Edimbourg. Les avocats de Patiño n'ont rien pu éviter. Ce fut une fugue romantique et légendaire couverte par la presse européenne, mais qui a terminé par un drame. Deux mois avant la date prévue pour l'accouchement, en mai 1954, María Isabel, pendant son sommeil, a souffert d'une hémorragie cérébrale foudroyante. Elle est décédée deux heures après la naissance par césarienne de sa fille, Isabel Goldsmith Patiño, qui allait habiter la côte de Jalisco.

A son arrivée au Mexique, Goldsmith a assumé le rôle de successeur d'Antenor Patiño. Il avait l'intention de mettre en œuvre plusieurs de ses initiatives, comme celle qui concernait l'hacienda de San Antonio (Colima) et la propriété de Las Alamandas (Jalisco). La relation qu'il entretenait avec lui, en outre, lui était utile dans un pays où il ne connaissait personne pour établir des contacts à un haut niveau, comme s'en souvient l'entrepreneur mexicain José Carral, qu'il a rencontré dans le milieu financier de Londres. « Jimmy Goldsmith m'a cherché pour que je lui facilite un entretien avec Miguel de la Madrid », commente-t-il. « Le rendez-vous s'est tenu à Los Pinos. Le président lui a autorisé l'achat de cette espace énorme. Il était très flatté de savoir que son visiteur était lié à Patiño ».<sup>34</sup> Miguel de la Madrid en effet, pour des raisons personnelles, était reconnaissant à Goldsmith de vouloir investir dans son état natal, Colima, comme l'avait fait auparavant don Antenor. Cela allait dans le sens d'un des projets favoris de son gouvernement: le Plan Colima. Goldsmith connaissait l'importance de sa relation avec Patiño, il l'évoquerait d'ailleurs souvent, comme par exemple dans cette note biographique qu'il a fait publier dans les médias du Mexique: « Présence active au Mexique depuis 1987, il a pris la relève de son beau-père, don Antenor Patiño, investisseur au Mexique depuis les années

<sup>34</sup> Entretien avec José Carral, México, 24 juillet 2006. Cette « espace énorme », dont parle Carral, c'est le terrain de près de 10 000 hectares que Goldsmith a acheté entre Cuixmala et Chamela.

soixante jusqu'aux années quatre-vingt et créateur de l'Hôtel María Isabel à México, de l'Hôtel Las Hadas à Manzanillo, Colima, et du projet Hacienda de San Antonio à San Antonio, Colima ».<sup>35</sup>

L'hacienda de San Antonio était une propriété située dans les terres tempérées du *municipio* de Comala, sur les flancs du volcan de Fuego, à 30 kilomètres de Colima. Patiño avait acquis la propriété en 1973. Le corps d'habitation de l'hacienda était entouré des maisons des ex péons, ce qui le gênait pour construire un hôtel de luxe, il a donc dû négocier avec les employés pour les reloger plus loin. Goldsmith a acheté la propriété en 1986 aux trois héritières d'Antenor Patiño: l'épouse Beatriz de Rivera, la fille Cristina Patiño et la petite-fille Isabel Goldsmith Patiño.

Dans le Registre Public de la Propriété de Colima, l'entreprise Hacienda de San Antonio S.A. de C.V. apparaît comme une propriété de 510 hectares localisée dans le *municipio* de Comala. Crée en 1980, Hacienda de San Antonio a eu pour premier président de son conseil d'administration Antenor Patiño, qui a restauré le bâtiment principal et a construit une piste d'atterrissage à El Jabalí. Goldsmith lui a succédé au moment où il s'est rendu acquéreur de la propriété. La raison sociale de l'entreprise est décrite en ces termes: « la promotion, organisation, direction, administration et opération d'un développement touristique intégral dans le *municipio* de Comala ».<sup>36</sup> Hacienda de San Antonio S.A. de C.V. a adopté la figure juridique décrite par Goldsmith dans le profil biographique diffusé au Mexique: « un fidéicommis touristico-écologique situé dans le *municipio* de Comala, Colima ».<sup>37</sup> Dans cette note, Jimmy insiste sur son lien de parenté avec Patiño: « Monsieur Goldsmith a pris la relève de son beau-père don Antenor Patiño, qui avait eu l'initiative du projet de San Antonio dans les

années soixante-dix ».<sup>38</sup> Et il informe du montant qu'il a investi dans la propriété ainsi que du nombre de travailleurs qu'il y emploie: « Investissement: plus de 12 millions de dollars. Employés directs: 204 ».<sup>39</sup>

Mais San Antonio était aussi quelque chose d'autre. Car le projet écologique et touristique qu'il a lancé à cet endroit, inspiré par Patiño, évoque ce que Goldsmith réalisera par la suite sur la côte de Jalisco. Sir James avait embrassé la cause écologiste à la fin des années soixante. Son frère aîné, Edward Goldsmith, avait fondé en 1970 la revue *The Ecologist*, une des plus importantes au monde, et en 1974 il avait participé à création du Parti Vert au Royaume-Uni. Son ami, John Aspinall, faisait partie des écologistes les plus connus d'Angleterre et il avait ouvert un jardin zoologique privé à Howletts. En 1976, Goldsmith lui-même avait reçu le titre de *Sir* en remerciement de ses services apportés aux exportations et à l'écologie.<sup>40</sup> En 1990, poussé par son frère, Sir James crée la Fondation Goldsmith, la principale fondation vouée à promouvoir des projets pour la préservation de l'environnement en Europe. Plus tard, en 1993, il a publié un livre nourri de ses conversations avec Yves Messarovitch, rédacteur en chef économique du *Figaro*, dans lequel il propose une critique minutieuse et dévastatrice de l'économie capitaliste, motivée par ses effets désastreux sur l'écologie de la Terre. Le livre est devenu un *best-seller* en France (*Le piège*) et en Angleterre (*The Trap*), pays de résidence de Goldsmith.

Au début des années quatre-vingt-dix, Goldsmith était déjà un entrepreneur qui consacrait sa fortune et son énergie à la défense de l'environnement. « Le XXe siècle a été témoin du désastre le plus grand que le monde ait jamais vu, dit-il, nous avons détruit l'environnement et aujourd'hui rien n'est plus important que la

<sup>35</sup> Note biographique de Sir James Goldsmith publiée dans la presse du Mexique (Archives de Luis de Rivera).

<sup>36</sup> Acte constitutif de l'entreprise Hacienda de San Antonio S.A. de C.V. Registre Public de la Propriété de Colima.

<sup>37</sup> Note biographique de Sir James Goldsmith publiée dans la presse du Mexique (Archives de Luis de Rivera).

<sup>38</sup> Note biographique de Sir James Goldsmith publiée dans la presse du Mexique (Archives de Luis de Rivera).

<sup>39</sup> Note biographique de Sir James Goldsmith publiée dans la presse du Mexique (Archives de Luis de Rivera).

<sup>40</sup> Sally Bedell Smith, "Billionaire with a Cause", *Vanity Fair*, mai 1997.

préservation de la planète ».<sup>41</sup> Un des buts qu'il poursuivait à cette époque a été l'achat massif de terres, pour protéger leurs habitats. Il n'a pas acheté qu'au Jalisco, mais aussi en Patagonie du Chili, où, à la même époque, il a acquis des terrains avec l'entrepreneur Douglas Tompkins, président de la fondation Deep Ecology. A eux deux, ils ont y fondé le parc privé de Pumalín, le plus grand du monde (plus de 300 000 hectares), à travers la fondation Goldsmith. Sir James, de plus, accordait de grandes sommes d'argent aux groupes écologistes (en 1996, il a donné 40 millions de dollars à ces groupes, selon Sally Bedell Smith).<sup>42</sup> C'était quelqu'un d'extraordinairement influent dans ce milieu, qui gagnait de plus en plus d'emprise dans le monde.

Le 25 mai 1988, à l'instance de Goldsmith, la Fundación Ecológica de Cuixmala A. C. a été constituée à México. Sa raison sociale était d' « entreprendre des activités liées à la préservation et la restauration de l'équilibre écologique des espèces animales et végétales de l'état de Jalisco », ainsi que « promouvoir face aux autorités compétentes le décret et/ou l'émission de dispositions légales ayant pour objet de protéger le système écologique de l'état de Jalisco », et enfin de « promouvoir et réaliser des études et des recherches qui prétendent améliorer la connaissance du système écologique de l'état de Jalisco ».<sup>43</sup> Pour la création de la Fondation sont intervenues deux sociétés anonymes liées à la promotion de développement touristique et l'achat de biens immobiliers: Hacienda de San Antonio et Costa Cuixmala. James Goldsmith avait privilégié la protection écologique, sans pour autant renoncer au développement touristique, qui serait donc de basse intensité.

Entre 1987 et 1988, la Fondation a acheté près de 9 000 hectares de forêt appartenant à 65 propriétaires. Un des objectifs de la Fondation était en effet « l'acquisition par le biais

d'achat/vente, de baux, d'apports, de cession de droits ou par n'importe quel titre légal, de propriété ou de possession de biens meubles ou immeubles, liés d'une façon ou d'une autre à l'objet de cette association ».<sup>44</sup> Là se trouvait, dorénavant, le propos: constituer une réserve de la biosphère dans la côte de Jalisco.

La Fondation de Goldsmith a compté sur l'appui de la Station de Biologie de l'UNAM à Chamela, dont deux biologistes ont élaboré une étude de base pour la Réserve. La surface de la Réserve était intégrée par des terrains de la Fédération, des ejidos et des propriétés privées. Ces derniers ont été apportés, par ordre d'importance, par la Fondation Ecologique de Cuixmala, l'UNAM, l'Universidad de Guadalajara et les propriétaires du développement de Careyes, au nord de Cuixmala. « Les propriétaires et détenteurs des terrains situés dans la Réserve de la Biosphère Chamela-Cuixmala sont obligés de respecter la conservation des lieux », indiquait l'Article 7, mais l'Article 11 ajoutait: « dans la zone d'amortissement de la Réserve, des projets à basse intensité démographique peuvent être permis, sous réserve d'une autorisation de la manifestation d'impact environnemental et l'accomplissement des dispositions juridiques applicables ».<sup>45</sup> C'était là, une concession accordée aux entrepreneurs qui avaient des intérêts dans la zone, surtout dans la lagune de Playa Careyes. Mais ce qui était sûr, c'est que cette partie de la zone avait été écologiquement blindée contre d'éventuels promoteurs.

## VII. CONCLUSION

L'histoire qui est décrite dans ce travail montre à quel point la physionomie de la côte de Colima et Jalisco, au Mexique, c'est-à-dire ses hôtels, ses marines et ses réserves naturelles, a été déterminée par des motifs hautement personnels venant de personnages impliqués dans son

<sup>41</sup> Ivan Fallon, *Billionaire: The Life and Times of Sir James Goldsmith*, Arrow Books, Londres, 1992, p.482.

<sup>42</sup> Sally Bedell Smith, "Billionaire with a Cause", *Vanity Fair*, mai 1997.

<sup>43</sup> Acte constitutif de l'association civile Fundación Ecológica de Cuixmala A.C. du 30 juillet 1988 (expédition 134/88). Registre Public de la Propriété d'Autlán.

<sup>44</sup> Acte constitutif de l'association civile Fundación Ecológica de Cuixmala A.C. du 30 juillet 1988 (expédition 134/88). Registre Public de la Propriété d'Autlán.

<sup>45</sup> Secretaría de Desarrollo Social, "Decreto por el que se declara área natural protegida, con carácter de reserva de la biosfera, la región conocida como Chamela-Cuixmala, ubicada en el municipio de La Huerta, Jalisco", *Diario Oficial*, 30 décembre 1993.

développement, notamment deux étrangers: l'entrepreneur bolivien Antenor Patiño et son gendre, le financier franco-anglais James Goldsmith. Il montre aussi comment le processus par lequel a eu lieu cette transformation n'en a pas été rationnel mais plutôt capricieux.

Parmi les motifs en question il faut souligner l'investissement millionnaire que don Antenor Patiño a dû faire afin de justifier son domicile conjugal au Mexique, pour obtenir le divorce d'avec sa première épouse. C'est en effet Patiño qui a financé, pendant le travail à Las Hadas, la construction de l'aéroport de Playa de Oro, qui encore dessert la côte de Colima et Jalisco, et a aimanté l'homme qui a façonné, avec sa passion pour l'environnement, cette partie de la côte du Pacifique: le mari de sa fille, James Goldsmith, qui a consolidé le projet de l'Hacienda de San Antonio, inspiré par Patiño, et a acquis les terrains pour créer la Réserve de la Biosphère Chamela-Cuixmala, laquelle détermine le rythme et la forme du développement de cette partie de la côte du Pacifique au Mexique. Pour ainsi transformer le paysage, Patiño et Goldsmith ont dû esquiver les difficultés légales possédées par la Constitution mexicaine vis-à-vis l'investissement étranger dans les littoraux de la République.

## SOURCES

1. *Acta constitutiva de la asociación civil Fundación Ecológica de Cuixmala A.C.* (30 juillet 1988 (134/88). Registro Público de la Propiedad de Axtlán.
2. Alcalá Moya, Graciela, "Los puertos, la actividad turística y las pesquerías en el Occidente de México: una visión de conjunto", *Revista Universidad de Guadalajara*, février 1994.
3. -----, *Con el agua hasta los aparejos*, Cíesas, México, 1999.
4. Alvarez, José Rogelio, *Jalisco: nueve ensayos*, Ediciones Tlacuilo, Guadalajara, 1964.
5. -----, *Guadalajara y sus caminos al mar*, Everest, León, 1984.
6. Bedell Smith, Sally, "Billionaire with a Cause", *Vanity Fair*, mai 1997.
7. Brand, Donald D., *Coastal Study of Southwest Mexico*, Universidad de Texas, Austin, 1958.
8. Carrasco, Manoel, *Simón I. Patiño: o magnata do estanho*, Edições Bloch, Rio de Janeiro, 1972.
9. Carrillo, Jorge Aurelio, "El caso Patiño-Borbón ante el derecho internacional privado", *El Foro*, avril-juin de 1961.
10. Castañeda, Jorge, *Somos muchos: ideas para el mañana*, Planeta, México, 2004.
11. Ceballos, Gerardo, Alberto Székely, et al., *Programa de manejo de la Reserva de la Biosfera Chamela-Cuixmala*, Semarnap, México, 1999.
12. Céspedes, Augusto, *Metal del diablo*, Casa de las Américas, Havane, 1965.
13. *Constitución Política de los Estados Unidos Mexicanos*, Cámara de Diputados, México, 2005.
14. Dau, Alfonso (coordinador), *Jalisco: estrategia de desarrollo*, Gobierno del Estado de Jalisco, Guadalajara, 1973.
15. Ezquerra de la Colina, José Luis, *Historia y futuro del desarrollo turístico y portuario del litoral en Manzanillo*, Gobierno del Estado de Colima, Colima, 2006.
16. Fallon, Ivan, *Billionaire: The Life and Times of Sir James Goldsmith*, Arrow Books, Londres, 1992.
17. Febvre, Lucien, *La terre et l'évolution humaine: introduction géographique à l'histoire*, La Renaissance du Livre, Paris, 1922.
18. Fregoso Valencia, Humberto, *Cihuatlán: datos para su historia*, Edition privée, Barra de Navidad, 2005.
19. Goldsmith, James, *La Trampa*, Plaza & Janés, México, 1995.
20. Mayer, Pierre, *Droit International Privé*, Editions Montchrestien, Paris, 1977.
21. Murià, José María, *Breve historia de Jalisco*, FCE, México, 2005.
22. Note biographique de Sir James Goldsmith publiée dans la presse du Mexique.
23. Secretaría de Agricultura y Recursos Hídricos, "Decreto que por causa de interés público se establece zona de protección forestal, y refugio de la fauna silvestre, la región conocida como El Jabalí, localizada en el Municipio de Comala, Colima, dentro de

una superficie aproximada de 5,178-56-00 hectáreas”, *Diario Oficial*, 14 août 1981.

24. Secretaría de Desarrollo Social, “Decreto por el que se declara área natural protegida, con carácter de reserva de la biosfera, la región conocida como Chamela-Cuixmala, ubicada en el municipio de La Huerta, Jalisco”, *Diario Oficial*, 30 décembre 1993.
25. Secretaría de Gobernación, “Ley para Promover la Inversión Mexicana y Regular la Inversión Extranjera”, *Diario Oficial*, 9 mars 1973.
26. Wansell, Geoffrey, *Tycoon: The Life of James Goldsmith*, Grafton Books, Londres, 1987.
27. Yáñez, Agustín, “Multiplicación de Jalisco”, *Barra de Navidad: estudio de un área*, OFFSET Diana, México, 1958.